



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

UPOV

RC/ad hoc/4

ORIGINAL: français

DATE: 31 juillet 1978

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

**COMITE AD HOC SUR
LA REVISION DE LA CONVENTION****Genève, 11 au 15 septembre 1978**

OBSERVATIONS SUR LE PROJET DE CONVENTION REVISEE

présentées par la France

Le représentant de la France au Conseil de l'UPOV a transmis, par lettre en date du 19 juillet 1978, les observations de la France sur le projet d'Acte révisé de la Convention, en demandant qu'elles ne soient diffusées qu'auprès des Etats membres de l'UPOV. Ces observations figurent à l'annexe du présent document.

[L'annexe suit]

OBSERVATIONS DE LA FRANCE

sur le projet d'acte révisé de la Convention de
Paris du 2 décembre 1961 relative à la protection
des obtentions végétales

Article 2. - La nouvelle rédaction de l'alinéa 2 de l'article 2, surtout dans son texte français, ne semble pas encore satisfaisante; en particulier le mot anglais assemblage est mal rendu par le terme français ensemble. La délégation française s'efforcera de rechercher une nouvelle rédaction.

Article 4. - Alinéa 3 - Sous-alinéa a/ - Il serait utile de préciser que les cinq genres ou espèces seront choisis parmi les cultures principales de l'Etat.

Article 5. - Alinéa 1 - 2ème phrase - En supprimant le mot "végétative" dans l'expression "Le matériel de multiplication végétative comprend...", on assurerait automatiquement la protection des jeunes plants.

Article 7. - Il paraît indispensable que pendant le délai qui s'écoule entre le dépôt de la demande de protection et la délivrance du titre la variété soit protégée, au moins à titre provisoire. Cette situation pourrait être réalisée si on remplaçait le verbe "peut" par le verbe "doit" dans la phrase "Tout Etat peut prendre des mesures..." à l'alinéa 3 de cet article.

Article 6 - 1. - La France craint que l'introduction du délai de grâce d'un an tel qu'il existe dans la loi américaine constitue une source de difficultés et de contestation.

On pourrait :

- a) d'une part, pour aider les obtenteurs et leur permettre de tester commercialement leurs variétés à l'étranger, porter à deux ans le délai de priorité absolu prévu par l'article 12;
- b) d'autre part, prévoir un article 34 N permettant aux Etats qui ont institué le délai de grâce avant la signature de l'article révisé de le conserver.

Article 8. - La France pense que la durée de protection des lignées naturelles et des hybrides simples non commerciaux utilisés pour la confection d'hybrides doubles, ou trois voies, devrait faire l'objet d'un examen particulier. Il n'est peut-être pas indispensable de modifier la Convention sur ce point, mais on pourrait au moins prévoir une recommandation concernant ce cas particulier.

A titre d'information, la France a décidé le principe de porter progressivement à 25 ans puis à 30 ans la durée de protection pour les constituants génétiques, au moins pour le maïs.

Article 12. - Voir article 6 - 1.

[Fin du document]